



29-12-2012

Mali : Pourquoi le gouvernement français se prépare à intervenir

La dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU a validé le principe de l'envoi d'une force africaine de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) au nord du Mali. Certainement pas pour y rétablir une paix juste et durable !

Uranium, or, pétrole abondent dans cette partie du Mali... Les impérialistes états-uniens, français et autres interviennent, en particulier pour procéder au pillage des ressources dont l'inventaire est loin d'être terminé.

Prudente, la résolution du Conseil de Sécurité précise qu'il ne s'agit que d'une option en dernier recours. Elle appelle Bamako à organiser des élections avant avril 2013. Quelles élections, avec quelles garanties ?

Le ministre socialiste de la Défense, Jean-Yves le Drian a affirmé, lundi 24 décembre, dans le quotidien catholique La Croix : que l'intervention militaire de la force africaine, **(autorisée jeudi, sous la pression des américains et des français par le Conseil de sécurité de l'ONU)**, *pourra avoir lieu le premier semestre 2013. Pour l'instant, il n'y a pas de solution politique* au Mali, a-t-il martelé. Déjà, le 16 octobre, le ministre français avait affirmé qu'une intervention militaire pourrait être déclenchée « dans les prochaines semaines ». L'option de la guerre était donc déjà décidée par Washington et Paris.

Le choix du gouvernement socialiste c'est d'annuler la recherche de toute solution politique. Sous couvert de l'ONU, il voudrait dominer cette partie de l'Afrique mais les rivalités sont féroces entre capitalistes.

Il faut mettre un terme à cette politique guerrière qui ne vise qu'à faire main basse sur les richesses du Mali. Rappelons que la situation au nord de ce pays est une des conséquences de l'intervention française de Sarkozy en Libye, approuvée à l'époque par Hollande ([voir article n°188 sur notre site](#)).

La France serait bel et bien partie prenante d'une opération militaire : 400 hommes des forces spéciales françaises viendraient s'ajouter aux 3 300 hommes annoncés de la force africaine. Un général français serait nommé à la tête de ce dispositif.

Un camp des partisans d'une "solution politique" est mis en œuvre sous l'égide de l'Algérie, un début de négociations avec les groupes armés qui sévissent au nord du pays semble s'ouvrir. Ainsi le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) et Ansar Eddine, ont annoncé vendredi 21 décembre à Alger leur engagement à cesser les hostilités et à négocier avec les autorités maliennes.

Le financement de l'opération militaire devrait coûter au moins des centaines de millions de dollars par an), une manne pour l'industrie militaire. Une partie de la facture devrait être prise en charge par l'Europe, donc sur nos impôts, tandis que les Etats-Unis fourniraient l'essentiel des besoins logistiques.

La population Malienne traverse une période des plus difficiles. Un pays coupé en deux, 375 000 réfugiés sur les routes. Le bilan global est dramatique, les médias n'en font pas écho... Ce pays est menacé, ainsi que toute la région, cette menace nous concerne aussi !

Ne soyons pas complices de cette nouvelle guerre impérialiste dont le peuple Malien sera la victime. Ne comptons que sur notre lutte pour faire reculer les oppresseurs, les exploités.

La lutte pour la paix est d'une grande urgence aujourd'hui.

[**www.sitecommunistes.org**](http://www.sitecommunistes.org)